

Zeitschrift: Défis / proJURA
Herausgeber: proJURA
Band: - (2019)
Heft: 10

Artikel: Digitalisation oblige, le ceff se réinvente
Autor: Halaba, Miroslaw / Bassin, Cédric
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-853467>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 24.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



PATRICE SCHREYER

Pour assurer la relève dans les entreprises régionales, il est fondamental d'orienter les jeunes vers la voie de l'apprentissage.

Digitalisation oblige, le ceff se réinvente

Installé à Saint-Imier, à Tramelan et à Moutier, le Centre de formation professionnelle Berne francophone (ceff) s'est engagé dans un vaste projet d'établissement qui doit lui permettre de prendre sa place dans l'ère digitale. Son directeur, Cédric Bassin, explique cette démarche et analyse les réalités de son institution.

Interview Miroslaw Halaba



– Cédric Bassin, avec 868 nouveaux contrats d'apprentissage, le ceff a vécu cet automne une rentrée scolaire record. Avez-vous assez de place pour absorber cette augmentation du nombre d'apprentis?

– Oui, elle est suffisante. Deux domaines sont concernés par cette hausse réjouissante, celui de l'artisanat et celui de la santé-social. Pour ce dernier, nous avons inauguré en juin un nouveau bâtiment à Saint-Imier. Mais nous arrivons gentiment ici à la limite de 500 élèves.

– Dans quelle mesure êtes-vous concerné par le projet Écoles profes-

sionnelles 2020 qui vise à optimiser le système de répartition des professions dans le canton de Berne?

– Marginalement. Nous sommes touchés par les interfaces avec les écoles bilingues de Bienne et du Seeland. En fait, la partie francophone du canton de Berne a déjà effectué ce travail d'optimisation il y a presque dix ans en réunissant sept institutions et en créant le ceff.

– L'incertitude concernant Moutier pèse-t-elle sur les projets du ceff?

– Oui, évidemment. Moutier, c'est 25% du ceff, 80 enseignants et chargés de cours et 480 élèves environ. Le jour où

la décision sera prise, il faudra discuter. Ce qui importe, à mon avis, c'est de trouver une solution qui soit au service des jeunes de la région, qui veulent se former dans les meilleures conditions possibles.

Conditions de travail très attractives

– La région est relativement décentrée par rapport aux pôles économiques suisses. Est-ce que vous avez de la peine à trouver des formateurs?

– Étonnamment pas! Le canton de Berne offre des conditions de travail qui sont extrêmement attractives pour ceux qui veulent travailler dans la formation professionnelle. Les gens sont donc prêts à se déplacer sur nos différents sites pour enseigner.

– Sous l'effet notamment de la digitalisation, les formes d'enseignement évoluent. Que fait le ceff pour tenir compte de cette évolution?

– Nous avons lancé un grand projet d'établissement appelé «DIGIceff». Incluant tous les domaines du ceff, il doit répondre, à l'horizon 2022, aux défis de la digitalisation. Notre approche est particulière. Au lieu de laisser la technologie changer l'enseignement, nous analysons son évolution au cours de ces dernières années et réfléchissons à la manière dont nous devons enseigner à l'avenir, sachant que les élèves, nés avec le numérique, ont forcément des réactions cognitives différentes qu'auparavant.

– Comment le savoir-faire pourrait-il être transmis?

- Le groupe pédagogique, le groupe de travail qui a entamé ce processus, examine actuellement diverses pistes. Ainsi, on pourrait imaginer qu'en lieu et place d'un cours de 45 minutes, les élèves recevraient un enseignement de 10 à 20 minutes, puis mettraient en pratique les connaissances transmises en travaillant par petits groupes. Toutes les idées ne pourront, sans doute, pas être réalisées, car il faudra tenir compte des bases réglementaires et des contraintes

physiques comme la salle de classe ou l'architecture des écoles prévues pour un enseignement de type frontal, c'est-à-dire un enseignant en face d'une classe.

Le défi des apprentis

- **Le manque de personnel qualifié est sensible dans la région. Les entreprises engagent-elles assez d'apprentis?**

- On peut toujours faire mieux, mais les entreprises régionales font déjà un superbe effort. Il est urgent d'attirer plus de talents dans la formation professionnelle. Il faut dire que nous avons contre nous une tradition sociologique qui veut que les élèves brillants prennent plutôt le chemin de l'université que celui de l'apprentissage. Or, pour assurer la relève dans nos entreprises, il est devenu très important de former dans cette dernière voie des jeunes de la région.



PATRICE SCHREYER

Portrait

– **Pour être efficace, conserver son emploi, le travailleur doit désormais être souple, se former sans cesse. Est-ce que les écoles professionnelles préparent les apprentis à cette nouvelle situation?**

– Nous essayons de leur apprendre à évoluer dans un environnement qui ne cesse de changer. Le plan de formation d'un polymécanicien comprend, par exemple, les compétences sociales pour le travail en groupe. Mais je trouve que l'on met beaucoup de pression sur les épaules des jeunes. Nous avons un peu trop tendance à reporter sur eux notre anxiété sociétale. Je crois que nous devons nous concentrer sur le savoir-faire que nous voulons leur transmettre et leur faire confiance. Ils sauront bien s'adapter en temps voulu aux nouvelles conditions de travail.

– **Que pouvez-vous faire pour inciter davantage les jeunes filles à embrasser des carrières techniques?**

– Depuis dix ans, les écoles ont fait beaucoup de choses dans ce domaine, que l'on songe aux ateliers Roberta, menés en collaboration avec l'EPFL et destinés à promouvoir les sciences chez les élèves de l'école obligatoire. Notre tâche est surtout de faire en sorte que les jeunes, filles ou garçons, puissent choisir le métier qui leur plaît sans rencontrer d'obstacles liés au genre. Ce serait stupide de forcer des filles à embrasser une formation dans le domaine technique, où les garçons sont majoritaires, a contrario des garçons dans le domaine santé-social, où les filles sont majoritaires, et ce uniquement pour remplir des quotas!



Cédric Bassin.

Habitant Tramelan, âgé de 49 ans, Cédric Bassin est directeur du ceff depuis janvier 2019, en remplacement de Serge Rohrer, parti à la retraite. Après avoir effectué un apprentissage d'électronicien à Saint-Imier et suivi l'école d'ingénieurs, il est entré à l'École polytechnique fédérale de Lausanne où il a obtenu un doctorat. Il passe ensuite au Swatch Group comme chef de projet. Il travaille alors pour une start-up dans le domaine des semi-conducteurs, ce qui le conduit aux États-Unis. De retour en Suisse en 2010, Cédric Bassin occupe le poste de sous-directeur à l'École technique du Locle, puis de directeur de celle de Neuchâtel, avant de prendre la direction, jusqu'à fin 2018, du Pôle technique neuchâtelois. Marié, il est père de trois jeunes adultes.